

Modalités pratiques de la consultation publique

L'avis de tous les acteurs intéressés est sollicité sur l'ensemble du présent document et en particulier sur les 34 questions posées par l'Autorité.

La présente consultation publique est ouverte jusqu'au 18 février 2022 à 18 h 00, heure de Paris. Seules les contributions arrivées avant l'échéance seront prises en compte.

Les contributions doivent être transmises à l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse par courrier électronique, en précisant l'objet Réponse à la consultation publique « *Établissement du plan national de numérotation et de ses règles de gestion* » à l'adresse suivante : numerotation@arcep.fr.

L'Arcep, dans un souci de transparence, publiera l'intégralité des réponses qui lui auront été transmises, à l'exclusion des éléments d'information couverts par le secret des affaires. Au cas où leur réponse contiendrait de tels éléments, les contributeurs sont invités à transmettre leur réponse en deux versions :

- une version confidentielle, dans laquelle les passages qui peuvent faire l'objet d'une protection au titre du secret des affaires sont identifiés entre crochets et surlignés en gris, par exemple : « une part de marché de [SDA : 25] % » ;
- une version publique, dans laquelle les passages qui peuvent faire l'objet d'une protection au titre du secret des affaires auront été remplacés par [SDA], par exemple : « une part de marché de [SDA] % ».

Les contributeurs sont invités à limiter autant que possible les passages qui peuvent faire l'objet d'une protection au titre du secret des affaires. L'Arcep se réserve le droit de déclasser d'office des éléments d'information qui, par leur nature, ne relèvent pas du secret des affaires.

Des renseignements complémentaires peuvent être obtenus en adressant vos questions à : numerotation@arcep.fr.

Ce document est disponible en téléchargement sur le site : www.arcep.fr.

Consultation publique

La présente consultation publique vise à recueillir les commentaires des parties prenantes sur un projet de modification du plan national de numérotation et de ses règles de gestion.

Le plan national de numérotation est défini par l'Arcep conformément à l'article L. 44 du code des postes et des communications électroniques (ci-après « CPCE »).

Les signalements laissés sur « J'alerte l'Arcep » et les demandes ou dysfonctionnements décrits par les opérateurs à l'Autorité montrent que la gestion du plan national de numérotation ainsi que ses règles de gestion peuvent encore être améliorés.

L'objet de la présente consultation publique est de mettre à jour la décision n° 2018-0881 modifiée actuellement en vigueur.

Décision n° 2022-XXXX
de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la
distribution de la presse
en date du XX XXXX 2022
modifiant la décision établissant le plan national de numérotation et ses règles de gestion

L'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (ci-après « l'Arcep » ou « l'Autorité »),

Vu la directive (UE) 2018/1972 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 établissant le code des communications électroniques européen (ci-après « directive (UE) 2018/1972 ») ;

Vu le règlement délégué (UE) 2021/654 de la Commission européenne en date du 18 décembre 2020 complétant la directive (UE) 2018/1972 du Parlement européen et du Conseil en fixant, à l'échelle de l'Union, un tarif de terminaison d'appel vocal maximal unique et un tarif de terminaison d'appel vocal fixe maximal unique ;

Vu le code des postes et des communications électroniques, et notamment ses articles L. 32-1, L. 36-7, L. 44, L. 44-2, L. 44-3 et R. 20-44-31 à R. 20-44-37 ;

Vu le code de la consommation, et notamment ses articles L. 224-43 à L. 224-56, L. 224-58, D. 224-17 à D. 224-21 ;

Vu la décision n° 06-0639 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 30 novembre 2006 précisant les conditions de mise à disposition des listes d'abonnés et d'utilisateurs à des fins d'édition d'annuaires universels ou de fourniture de services universels de renseignements ;

Vu la décision n° 2018-0881 modifiée de l'Autorité en date du 24 juillet 2018 établissant le plan national de numérotation et ses règles de gestion ;

Vu la décision n° 2021-XXXX de l'Autorité en date du XX XXXX 2021 précisant les modalités d'application de la conservation des numéros fixes, mobiles et de services à valeur ajoutée ;

Vu la consultation publique sur le projet de décision modifiant la décision établissant le plan national de numérotation et ses règles de gestion, lancée le 7 décembre 2021 et clôturée le 18 février 2022 et les réponses à cette consultation publique ;

Après en avoir délibéré le XX XXXX 2022,

1 Cadre réglementaire

Les compétences de l'Autorité en matière de numérotation sont prévues par les dispositions des articles L. 32-1, L. 36-7, L. 44 et L. 44-3 du code des postes et des communications électroniques (ci-après « CPCE »).

Aux termes du II de l'article L. 32-1 du CPCE, « *Dans le cadre de leurs attributions respectives, le ministre chargé des communications électroniques et l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse prennent, dans des conditions objectives et transparentes, des mesures raisonnables et proportionnées en vue d'atteindre les objectifs suivants :*

[...] 3° Le développement de l'investissement, de l'innovation et de la compétitivité dans le secteur des communications électroniques ;

[...] 5° La protection des consommateurs, conjointement avec le ministre chargé de la consommation, et la satisfaction des besoins de l'ensemble des utilisateurs, y compris les utilisateurs handicapés, âgés ou ayant des besoins sociaux spécifiques, en matière d'accès aux services et aux équipements ; ».

Aux termes du III de l'article L. 32-1 du même code, « Dans le cadre de ses attributions et, le cas échéant, conjointement avec le ministre chargé des communications électroniques, l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse prend, dans des conditions objectives et transparentes, des mesures raisonnables et proportionnées en vue d'atteindre les objectifs suivants :

1° L'exercice au bénéfice des utilisateurs d'une concurrence effective et loyale entre les exploitants de réseau et les fournisseurs de services de communications électroniques, en particulier lorsqu'ils bénéficient de subventions publiques conformément aux articles 106 et 107 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;

2° La définition de conditions d'accès aux réseaux ouverts au public et d'interconnexion de ces réseaux qui garantissent la possibilité pour tous les utilisateurs de communiquer librement et l'égalité des conditions de la concurrence ;

[...] 4° La mise en place et le développement de réseaux et de services et l'interopérabilité des services au niveau européen ;

6° L'utilisation et la gestion efficaces des ressources de numérotation [...] ».

Le 7° de l'article L. 36-7 du CPCE dispose que l'Autorité « établit le plan national de numérotation téléphonique, attribue aux opérateurs les ressources en numérotation nécessaires à leur activité dans les conditions prévues à l'article L. 44 et veille à leur bonne utilisation ; ».

L'article L. 44 du même code prévoit notamment que « I.- Le plan national de numérotation téléphonique est établi par l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse et géré sous son contrôle. Il garantit un accès égal et simple des utilisateurs aux différents réseaux et services de communications électroniques et l'équivalence des formats de numérotation. Il permet, sous réserve de faisabilité technique et économique, aux utilisateurs situés dans d'autres États membres de l'Union européenne d'accéder aux numéros non géographiques accessibles sur l'ensemble du territoire national. [...]

L'autorité identifie, au sein du plan national de numérotation téléphonique, la liste des numéros ou blocs de numéros pouvant être surtaxés. Elle peut fixer les principes de tarification et les prix maximaux applicables à ces numéros. Les numéros ou blocs de numéros qui ne figurent pas sur cette liste ne sont pas surtaxés. [...]

I bis.- L'autorité attribue, dans des conditions objectives, transparentes, non discriminatoires et de manière proportionnée, aux opérateurs qui le demandent, des ressources de numérotation. L'autorité ne limite pas les ressources de numérotation à attribuer, sauf si cela s'avère nécessaire pour garantir l'utilisation efficace des ressources de numérotation. [...]

I ter.- La décision d'attribution précise les conditions d'utilisation des préfixes, numéros ou blocs de numéros qui portent sur :

1° Le type de service auquel l'utilisation des ressources attribuées est réservée ;

2° Les prescriptions nécessaires pour assurer une bonne utilisation des ressources attribuées ;

3° Les informations destinées aux utilisateurs finals sur la fourniture de services de renseignements téléphoniques accessibles au public ;

4° Le cas échéant, les prescriptions relatives à la portabilité du numéro ;

5° La durée de l'attribution, qui ne peut être supérieure à vingt ans. Cette durée doit être adaptée au service concerné et tenir compte de la durée nécessaire à l'amortissement de l'investissement ;

6° Le cas échéant, les engagements pris lors d'une procédure de sélection concurrentielle ou comparative par l'opérateur attributaire,

7° Le cas échéant, les obligations relatives à l'utilisation extraterritoriale de numéros au sein de l'Union ;

8° Le cas échéant, les modalités de cession des ressources de numérotation. [...]

L'autorité veille à la bonne utilisation des ressources de numérotation attribuées. Ces ressources de numérotation ne peuvent être protégées par un droit de propriété industrielle ou intellectuelle et ne peuvent faire l'objet d'une cession qu'après accord de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse ou, le cas échéant, de son président et selon des modalités définies par l'autorité. [...] ».

Enfin, aux termes de l'article L. 44-3 du même code, « L'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse participe à la lutte contre les services frauduleux ou abusifs et les numéros qui permettent d'y accéder. [...] ».

2 Contexte et objectifs

À l'issue de deux ans de travaux et de consultation des acteurs du secteur, l'Autorité a adopté le 24 juillet 2018 la décision n° 2018-0881 établissant le plan national de numérotation et ses règles de gestion. Cette décision a pour objet de moderniser le cadre relatif à l'attribution et à l'utilisation des ressources en numérotation afin, notamment, de tenir compte de l'évolution des besoins des opérateurs et des utilisateurs finals et de répondre à certaines nouvelles problématiques rencontrées par ces acteurs.

En 2019 et en 2021, l'Autorité a procédé à des modifications de la décision n° 2018-0881 susvisée et a notamment modifié la structuration géographique des numéros géographiques.

Faisant suite à l'adoption de ces décisions, il ressort des échanges que l'Autorité a pu mener avec les acteurs du secteur que, depuis 2018, les fournisseurs de services de communications électroniques fondés sur la numérotation ont développé des usages innovants qui nécessitent des évolutions du plan national de numérotation. Ainsi, l'objet principal de la présente décision est de modifier, en application des articles L. 36-7 et L. 44 susvisés et au regard des objectifs de régulation prévus à l'article L. 32-1 du CPCE, la décision établissant le plan de numérotation et ses règles de gestion afin de tenir compte de ces nouveaux usages.

À titre secondaire, la présente décision vient également apporter quelques modifications complémentaires aux conditions d'utilisation et aux règles de gestion des ressources en numérotation afin notamment de :

- prendre acte d'évolutions européennes et nationales ;
- améliorer les processus ;
- simplifier et clarifier les règles ;
- améliorer la gestion des ressources en numérotation ;
- renforcer la protection des utilisateurs finals contre les fraudes et les abus.

À cette fin l'Autorité a mené, du 7 décembre 2021 au 18 février 2022, une consultation publique, qui a donné lieu à XX contributions.

C'est dans ce contexte que l'Arcep a adopté la présente décision modifiant la décision établissant le plan national de numérotation et ses règles de gestion.

Ne seront motivées dans la présente décision que les dispositions ayant évolué par rapport à la décision n° 2018-0881 susvisée, ainsi que par rapport aux décisions modificatrices prises ultérieurement à cette décision. Pour celles qui n'ont pas évolué, il convient de se reporter aux motifs de cette décision.

3 Précisions terminologiques

Les termes *allocation, attribution, attributaire, mise à disposition, déposant, dépositaire, affectation, affectataire, exploitant, éditeur, numéro, code, préfixe, racine, série, tranche, bloc, sous-bloc, sous-sous-bloc, territoire, appel, message, plateforme technique, condition d'éligibilité, condition de recevabilité, jour calendaire, jour ouvrable, accès mobile, numéro orphelin* employés par la suite sont définis à la partie 1.2 de l'annexe 1 de la décision n° 2018-0881 dans sa version modifiée par la présente décision.

4 Encourager l'innovation

4.1 Précision sur les conditions d'utilisation des ressources en numéros mobiles

4.1.1 Utilisation interpersonnelle et fourniture de services minimaux

a) Services de communications interpersonnelles fondés sur la numérotation

Avec la généralisation de l'utilisation de la téléphonie mobile, les numéros mobiles à 10 chiffres sont désormais le plus souvent attachés, de manière durable, à un abonné final précis, joignable en toutes circonstances. Cela a considérablement augmenté la confiance que peuvent avoir les utilisateurs à l'égard de tels numéros, au point que ceux-ci conservent leur numéro pendant de longues périodes, tout en changeant éventuellement d'opérateur, et ont l'intuition que tout appel reçu d'un numéro mobile leur donnera la possibilité de rappeler le destinataire de manière fiable.

Ces numéros sont ainsi essentiellement utilisés dans un cadre interpersonnel. En ce sens, la décision n° 2018-0881 susvisée a exclu l'utilisation de numéros mobiles pour « *les services de communications "machine à machine" (ou "M2M") tels que : – les applications auxquelles seules des machines parfaites identifiées ou des techniciens habilités sont susceptibles d'accéder ; – les applications domotiques qui s'adressent spécifiquement à un foyer ; les différents systèmes d'eCall pour lesquels il est prévu que les appelants autorisés sont constitués des seules équipes de secours et des personnels des sociétés d'assistance accréditées* ».

Pourtant, l'Arcep a constaté des utilisations de numéros mobiles à 10 chiffres s'écartant du cadre interpersonnel. Elle a reçu de multiples signalements d'utilisateurs à travers sa plateforme « J'alerte l'Arcep » qui témoignaient de l'utilisation de numéros mobiles à 10 chiffres pour l'envoi en masse de messages SMS dits A2P¹, souvent à des fins publicitaires, voire frauduleuses dans certains cas.

¹ Application to Person : message envoyé par une plateforme à un utilisateur final.

Dans ce contexte, outre l'exclusion de l'utilisation de ces numéros par les services de communications machine à machine, l'Arcep estime nécessaire de préciser les conditions d'utilisation des numéros mobiles à 10 chiffres.

Ainsi, au regard des objectifs d'utilisation et de gestion efficaces des ressources en numérotation et de protection des consommateurs prévus à l'article L. 32-1 du CPCE, et afin de répondre à la raréfaction des numéros mobiles², l'Autorité considère que tout numéro mobile doit uniquement être utilisé afin de fournir un service de communications interpersonnelles fondé sur la numérotation, désormais défini au 6° *ter* de l'article L. 32 du CPCE³. Ce service minimal est constitué d'un service téléphonique et d'un service de messagerie à travers un accès mobile. À cet égard, l'article 6° *bis* du même article précise qu'un service qui « [rend] possible une communication interpersonnelle et interactive uniquement en tant que fonction mineure accessoire intrinsèquement liée à un autre service » ne constitue pas un service de communications interpersonnelles.

En conséquence, les communications entre une plateforme technique et un utilisateur final ne peuvent être considérées comme un service de communications interpersonnelles. Cet usage est dorénavant permis par la catégorie de numéros polyvalents dite « d'échanges avec des plateformes techniques », décrite dans la partie 4.2 de la présente décision.

De même, les numéros mobiles à 10 chiffres ne pourront plus être affectés à l'identification d'un accès mobile destiné à la fourniture exclusive de services d'accès à internet (« 4G fixe », tablettes numériques avec carte SIM, etc.). Cette utilisation de numéros mobiles à 10 chiffres ne relève pas d'un service de communications interpersonnelles et n'offre pas les services minimaux décrits ci-dessus.

Par suite, l'Autorité modifie également les conditions d'utilisation des numéros mobiles à 10 chiffres, en supprimant la possibilité d'utiliser de tels numéros pour la fourniture exclusive de services d'accès à internet et, afin qu'il ne soit pas toutefois nécessaire pour les opérateurs de procéder à une migration du stock de cartes SIM déjà déployées pour cet usage, en précisant que leur utilisation reste autorisée pour les numéros mobiles qui sont effectivement affectés à un utilisateur final au 1^{er} juillet 2022.

Cette évolution conduit enfin l'Arcep à modifier les conditions d'utilisation des numéros mobiles de longueur étendue afin d'autoriser explicitement la fourniture de services d'accès à internet pour ce type de numéros (cf. partie 4.3.1).

b) Services de communications interpersonnelles non fondés sur la numérotation

L'Autorité rappelle que les services de communications interpersonnelles non fondés sur la numérotation, désormais définis au 6° *quater* de l'article L. 32 du CPCE⁴, peuvent utiliser des ressources du plan de numérotation pour identifier l'utilisateur, même s'ils n'établissent pas « *de connexion à un numéro ou des numéros figurant dans le plan national ou international de numérotation* ».

Cependant, l'Autorité a constaté que des numéros mobiles étaient utilisés comme identifiant de services de communications électroniques interpersonnels non fondés sur la numérotation par des organisations qui souhaitaient également associer un centre de relation clientèle à ces mêmes

² cf. partie 5 : 89 % des numéros mobiles de métropole sont déjà attribués à la date de rédaction de la présente décision.

³ « On entend par service de communications interpersonnelles fondé sur la numérotation, un service de communications interpersonnelles qui établit une connexion à un numéro ou des numéros figurant dans des plans nationaux ou internationaux de numérotation téléphonique ou qui permet la communication avec un numéro ou des numéros figurant dans des plans nationaux ou internationaux de numérotation. ».

⁴ « On entend par service de communications interpersonnelles non fondé sur la numérotation, un service de communications interpersonnelles qui n'établit pas de connexion à un numéro ou des numéros figurant dans le plan national ou international de numérotation, ou qui ne permet pas la communication avec un numéro ou des numéros figurant dans un plan national ou international de numérotation. ».

numéros mobiles. Une telle utilisation des numéros mobiles étant, au regard de la définition précitée, prohibée, l'Autorité entend rappeler que ces organisations peuvent, dans ce cas, utiliser un numéro géographique ou polyvalent comme identifiant du service.

Question 1. Que pensez-vous de la restriction de l'utilisation des numéros mobiles à des fins uniquement interpersonnelles ?

Question 2. Que pensez-vous de la définition de services minimaux qui doivent être offerts dans le cadre d'un service accessible à travers un numéro mobile ?

4.1.2 Conditions d'utilisation des numéros mobiles « à titre secondaire »

La décision de l'Autorité n° 2018-0881 susvisée a autorisé l'utilisation de numéros mobiles en tant que « numéros secondaires », afin notamment de « *permettre aux utilisateurs de pouvoir recevoir leurs appels personnels et professionnels sur le même téléphone ou de disposer de numéros temporaires* ». Toutefois, si la décision n° 2018-0881 susvisée prévoit, parmi les conditions d'éligibilité des numéros mobiles utilisés à titre principal, des conditions relatives à la détention par les opérateurs de communications électroniques, « *d'un contrat permettant explicitement de commercialiser leur service sur le territoire considéré* », cette décision ne prévoit pas de telles conditions pour l'attribution de numéros mobiles utilisés à titre secondaire.

Ainsi, au regard des objectifs d'utilisation et de gestion efficaces des ressources en numérotation et de protection des consommateurs prévus à l'article L. 32-1 du CPCE, l'Arcep estime proportionné de compléter les conditions d'éligibilité à l'attribution de ressources en numéros mobiles utilisées « à titre secondaire » et, dans ce cadre, de préciser qu'il est nécessaire de lui fournir une description de l'infrastructure technique utilisée ou un contrat passé avec un tiers qui lui donne la capacité de respecter les obligations liées à cette utilisation.

Par ailleurs, cette même décision précise qu'un numéro secondaire « *ne peut être utilisé pour émettre ou recevoir des appels ou des messages SMS/MMS qu'à partir d'un accès mobile* » et que, au même titre que tout autre numéro mobile, un tel numéro doit pouvoir être conservé à la suite d'un changement d'opérateur, éventuellement en devenant un numéro mobile utilisé à titre principal, et réciproquement, que tout numéro mobile principal peut être utilisé comme numéro mobile secondaire à la suite d'une portabilité.

À cet égard, l'Autorité a constaté que la facilité de souscription, associée à la dématérialisation de l'accès mobile (puisque aucune carte SIM n'est expédiée au titulaire de l'abonnement), avaient largement favorisé l'affectation de tels numéros à des utilisateurs situés en dehors du territoire français. L'Autorité rappelle ainsi que, conformément aux dispositions de la partie 2.3.2a) de l'annexe 1 de la décision n° 2018-0881 susvisée, les numéros mobiles utilisés à titre secondaire doivent, comme tout autre numéro territorialisé, être affectés à des utilisateurs finals justifiant de liens stables impliquant une présence fréquente et significative sur le territoire national.

Enfin, ces services doivent également respecter l'ensemble des dispositions du CPCE applicables aux services de communications interpersonnelles fondés sur la numérotation, notamment un acheminement pertinent des communications d'urgence vis-à-vis de la localisation de l'abonné. Or, ces services qui utilisent des numéros mobiles à titre secondaire, qui sont acheminés *via* internet sans recourir aux infrastructures de téléphonie mobile, ne peuvent se fonder sur la localisation des équipements de réseaux utilisés par l'abonné, comme pour un numéro mobile utilisé à titre principal.

L'Arcep s'interroge sur les autres moyens susceptibles d'être mis en place afin de limiter les fraudes reposant sur l'utilisation de ressources en numérotation et en particulier l'affectation de numéros mobiles à titre secondaire à des utilisateurs situés en dehors du territoire français.

Question 3. Que pensez-vous des conditions d'éligibilité à l'attribution de numéros mobiles utilisés à titre « secondaire » telles que précisées par la présente décision ?

Question 4. Comment les opérateurs qui exploitent des numéros mobiles utilisés à titre secondaire peuvent-ils, selon vous, assurer une localisation fiable de l'utilisateur, afin de garantir le respect de la condition de territorialité et le bon acheminement des communications d'urgence ?

Question 3. Que pensez-vous des conditions d'éligibilité à l'attribution de numéros mobiles utilisés à titre « secondaire » telles que précisées par la présente décision ?

L'ARCEP propose de conditionner l'éligibilité à l'attribution de numéros mobiles secondaires à la fourniture d'une description de l'infrastructure technique utilisée ou à l'existence d'un contrat avec un tiers donnant la capacité de respecter les obligations.

Toutefois, il serait nécessaire de détailler précisément les critères selon lesquels l'infrastructure utilisée sera jugée satisfaisante par l'ARCEP; en particulier, préciser les obligations en matière de portabilité ainsi que la nécessité de s'interfacer de façon automatisée (projet Phénomène du CCED) avec les autorités Judiciaires pour ce qui concerne les réquisitions légales. En effet, un opérateur désireux de maintenir son indépendance aura besoin de connaître les critères techniques à remplir pour pouvoir se passer d'avoir à conclure un contrat avec un tiers.

Question 4. Comment les opérateurs qui exploitent des numéros mobiles utilisés à titre secondaire peuvent-ils, selon vous, assurer une localisation fiable de l'utilisateur, afin de garantir le respect de la condition de territorialité et le bon acheminement des communications d'urgence ?

Contrairement aux opérateurs fournissant l'accès mobile qui sont, de ce fait, capables de déterminer à quelle antenne cet accès mobile est connecté, les opérateurs de numéros secondaires sont tributaires des informations fournies soit par le système d'exploitation soit par les opérateurs délivrant l'accès mobile. Pour l'instant, les opérateurs de numéros secondaires peuvent, au travers de leur application, et dans la mesure où le système d'exploitation du matériel les y autorise, avoir accès au code pays et au code réseau (MMC & MNC). Il faut toutefois souligner qu'Apple et Google, développeurs des deux principaux systèmes d'exploitation, IOS et Android, ont eu pour politique constante depuis plusieurs années de limiter de plus en plus les données qu'ils partagent avec les développeurs d'applications. Ainsi, alors qu'à l'heure actuelle, les applications ont accès au MCC et au MNC, il suffirait qu'Apple et Google changent leur politique pour que nous devenions totalement « aveugles » et incapables de déterminer la localisation géographique, même grossière au niveau d'un pays, des utilisateurs.

Par ailleurs, dans le cadre de "l'AML" (Advanced Mobile Location), les fournisseurs d'OS (Apple et Google) sont tenus, que l'utilisateur ait accepté de partager sa localisation ou pas, de fournir à l'opérateur de la carte SIM les coordonnées GPS précises du mobile, de telle façon que ces opérateurs puissent correctement acheminer les appels d'urgence et renseigner les services d'urgence sur la localisation de l'appelant.

A l'heure actuelle, Apple et Google ne voient les opérateurs de numéros secondaires que comme des développeurs d'application (et pas comme des opérateurs télécom), et ne consentent pas à fournir à ces opérateurs lesdites informations de localisation. Or, ce système est le seul qui puisse garantir l'accès à ces informations de localisation dans la mesure où un utilisateur n'est pas obligé d'accepter de partager sa localisation avec une application.

Pour résoudre ce problème, il faudrait que l'ARCEP impose à Google et Apple de fournir les données

nécessaires aux opérateurs de numéros secondaires ou, alternativement, faire en sorte que ces données soient partagées par l'opérateur de l'accès mobile. A noter que dans ce dernier cas, les informations transmises par l'opérateur de l'accès mobile permettraient non seulement de renseigner les conditions de territorialité mais également d'acheminer de façon pertinente les communications d'urgence.

Par ailleurs, les conditions de territorialité demandant que les utilisateurs finals justifient de « liens stables impliquant une présence fréquente et significative sur le territoire national » sont, à notre sens, insuffisamment précises et doivent être clarifiées par l'ARCEP. En effet, les notions de « lien stable, de « présence fréquente » ou de « présence significative » demandent à être explicitées : un étudiant français allant faire une année d'études à Londres peut-il être considéré comme n'ayant pas de lien stable avec la France, alors même que toute sa famille et ses amis y sont ?

4.2 Création d'une catégorie de numéros polyvalents utilisables pour les échanges avec une plateforme technique

La décision n° 2018-0881 susvisée a donné la possibilité aux affectataires de numéros fixes (géographiques et polyvalents) d'envoyer et recevoir des SMS/MMS, afin que des acteurs fournissant des services innovants puissent développer « *de nouvelles solutions potentiellement adaptées à certains segments de marché spécifiques* », en les autorisant à « *échanger des messages SMS/MMS avec les autres utilisateurs en conservant leur numéro fixe actuel, au lieu de souscrire une offre mobile et devoir diffuser ainsi un nouveau numéro* ». En pratique, peu d'opérateurs fixes donnent à ce jour la possibilité technique et contractuelle à de tels acteurs d'envoyer et recevoir des SMS/MMS avec des numéros géographiques ou polyvalents.

Pourtant, depuis l'adoption de la décision susmentionnée, de nombreux usages nouveaux se sont notamment développés en utilisant des numéros mobiles :

- la communication unifiée permise par les dispositifs de voix sur IP (VoIP), qui permet à des conseillers clientèle de communiquer avec leurs clients *via* un même numéro sur une plateforme technique associant appels et envoi et réception de messages SMS/MMS ;
- l'échange bidirectionnel de messages SMS/MMS entre une entreprise et sa clientèle, afin de l'alerter et lui proposer des modalités de réponse, convenir d'offres ou de rendez-vous ;
- la sous-affectation de courte durée de numéros de téléphone, essentiellement dans un contexte professionnel, *via* une application interne à l'entreprise (par exemple : conducteur de véhicule de tourisme avec chauffeur, livreur de colis, employé de service après-vente, qui tous souhaitent communiquer avec leur clientèle sans pouvoir être personnellement rappelés à l'issue de leur mission).

Ces usages ont en commun de mettre en relation un utilisateur final et une plateforme technique. Ni les utilisateurs de ces plateformes, ni les plateformes techniques elles-mêmes ne peuvent être affectataires de numéros mobiles, qui, comme indiqué au 4.1, devront être réservés aux communications liées à l'utilisation d'un accès mobile, au regard notamment de l'objectif d'utilisation et de gestion efficaces des ressources en numérotation prévu à l'article L. 32-1 du CPCE.

Conformément à l'objectif d'innovation prévu au 3° du II de l'article L. 32-1 du CPCE, et afin de s'assurer de la bonne utilisation des ressources en numérotation attribuées, l'Autorité, en application du 7° de l'article L. 36-7 du même code, modifie ainsi la décision n° 2018-0881 susvisée pour créer par la présente décision une catégorie de numéros polyvalents qui sont les seuls à même d'être utilisés pour les échanges voix et SMS/MMS entre une personne et une plateforme technique. Par dérogation aux

conditions générales du plan de numérotation téléphonique (E. 164), de tels numéros peuvent être affectés de manière temporaire aux utilisateurs (cf. partie 5.2).

L'Autorité définit comme suit cette nouvelle catégorie de numéros dans le plan national de numérotation :

Territoires	Code pays	Racines (format national)
France Métropolitaine	+33	OZAB = 0937, 0938 OZABP = 09390 à 09394
Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy	+590	OZABP = 09395
Guyane	+594	OZABP = 09396
Martinique	+596	OZABP = 09397
La Réunion, Mayotte et autres territoires de l'Océan Indien	+262	OZABP = 09398, 09399

Par ailleurs, conformément à l'article L. 44-4 du CPCE, l'Autorité rappelle que les opérateurs attributaires de ces ressources en numérotation sont tenus de proposer la portabilité des numéros qui auront été affectés à leurs clients. Cependant, un numéro polyvalent utilisable pour les échanges avec une plateforme technique ne peut pas être porté vers une autre catégorie de numéros polyvalents.

L'Autorité précise que, par dérogation, la catégorie de numéros polyvalents utilisables pour les échanges avec une plateforme technique n'existe pas sur le territoire de Saint-Pierre-et-Miquelon.

Question 5. Que pensez-vous de la création de la catégorie des numéros polyvalents utilisables pour les échanges avec une plateforme technique ?

Il nous semble souhaitable de créer une catégorie de numéros polyvalents qui soit réservée aux échanges non-interpersonnels. En revanche, la notion « d'échange avec une plateforme technique » nous semble insuffisamment précise.

4.3 Précisions sur les numéros de longueur étendue

4.3.1 Utilisation des numéros mobiles de longueur étendue pour la fourniture exclusive d'un service d'accès à internet depuis un accès mobile

Au regard des objectifs d'utilisation et de gestion efficaces des ressources en numérotation et de protection des consommateurs prévus à l'article L. 32-1 du CPCE, et comme indiqué au paragraphe 4.1.1a), l'Autorité considère désormais nécessaire de réserver l'utilisation des numéros mobiles à 10 chiffres à des services de communications interpersonnelles fondés sur la numérotation.

Elle modifie ainsi les conditions d'utilisation des numéros mobiles de longueur étendue pour prévoir que la fourniture exclusive d'un service d'accès à internet depuis un accès mobile, sans donc la fourniture d'un service téléphonique et d'un service de messagerie, s'appuie sur ce type de numéros.

Question 6. Que pensez-vous de la modification des conditions d'utilisation des numéros mobiles de longueur étendue, qui aura pour effet d'utiliser uniquement ces derniers pour l'identification des accès mobiles destinés à la fourniture exclusive d'un service d'accès à internet ?

4.3.2 Fin de la dérogation pour les numéros M2M à 10 chiffres en outremer

La décision n° 2018-0881 susvisée autorise, dans la partie 2.3.4.c de son annexe 1 et de manière dérogatoire, que « *les numéros mobiles des territoires ultramarins [sont] affectés à des services de communications “machine à machine” (ou “M2M”) dans ces territoires* », et ce, du fait d’une moindre utilisation des ressources mobiles en outremer.

Or, l’Autorité constate désormais que le taux d’attribution des ressources en numérotation mobiles y devient également élevé⁵, et qu’il devient dès lors nécessaire, au regard de l’objectif de bonne gestion des ressources en numérotation prévu à l’article L. 32-1 du CPCE, que, comme en métropole, les numéros mobiles de longueur étendue soient désormais utilisés pour la communication de machine à machine.

Afin de permettre aux opérateurs et utilisateurs ultramarins de systèmes de communication de machine à machine de s’adapter à cette évolution, cette disposition prend effet au 1^{er} juillet 2022.

L’Autorité précise que la fin de cette dérogation ne s’applique pas au territoire de Saint-Pierre-et-Miquelon, où la catégorie des numéros mobiles de longueur étendue n’existe pas.

Question 7. Que pensez-vous de la proposition de l’Arcep de mettre fin de la dérogation d’utilisation des numéros à 10 chiffres pour les services de communications de machine à machine en outremer ?

4.3.3 Utilisation pour la « *fourniture de services innovants* » et création de numéros polyvalents de longueur étendue

La décision n° 2018-0881 susvisée définit dans la partie 2.3.5 de son annexe 1 une catégorie de numéros mobiles dits de longueur étendue. Ces numéros sont « *affectés à l’identification d’un accès mobile, par l’opérateur fournissant cet accès mobile à l’utilisateur final, pour la fourniture au public de services de communications électroniques. [...] Ces numéros ne peuvent pas être utilisés pour fournir un service de communications interpersonnelles, précision faite qu’ils peuvent toujours être utilisés pour fournir des services de communications “machine à machine” (ou “M2M”) qui ne peuvent émettre ou recevoir des appels ou messages SMS/MMS qu’en relation avec un nombre restreint d’utilisateurs prédéfinis [...]* ».

Or l’article L. 44 du CPCE dispose au I *quater* que « 1° l’autorité réserve une série de numéros non géographiques qui peuvent être utilisés : [...] b) Pour la fourniture de services innovants dans le cas où ces numéros sont attribués à des personnes morales autre que des opérateurs ; ».

Afin de tenir compte de l’émergence de ces nouveaux usages, et compte-tenu de l’objectif de développement de l’investissement, de l’innovation et de la compétitivité dans le secteur des communications électroniques prévu à l’article L. 32-1 du CPCE, l’Arcep autorise par la présente décision que les numéros mobiles de longueur étendue soient utilisés par des personnes morales qui ne sont pas opérateurs en vue de fournir des services innovants, comprenant sans distinction des services de machine à machine et relevant de l’internet des objets (IoT).

En outre, certains services innovants peuvent utiliser des réseaux filaires sans accès mobile pour acheminer des communications électroniques et, dès lors, ne peuvent se voir attribuer des numéros mobiles de longueur étendue. Afin d’accompagner l’émergence de tels services et de s’assurer de la bonne utilisation des ressources en numérotation conformément à l’article L. 32-1 du CPCE, l’Autorité crée une catégorie de numéros polyvalents de longueur étendue autorisant les mêmes usages que la catégorie de numéros mobiles de longueur étendue, et notamment l’utilisation extraterritoriale de ces numéros. Conformément au I *quater* de l’article L. 44 du CPCE, les numéros polyvalents de longueur

⁵ À la date de rédaction de la présente décision, le taux d'utilisation des ressources en numérotation mobiles à La Réunion était de 79 %.

étendue sont également attribuables à des personnes morales qui ne sont pas des opérateurs en vue de fournir des services innovants, comprenant sans distinction des services de machine à machine et relevant de l'internet des objets (IoT).

L'Autorité définit comme suit, dans le plan national de numérotation, cette nouvelle catégorie de numéros :

Territoires	Code pays	Racines (format national)
France Métropolitaine	+33	OZABP = 09010 à 09014
Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy	+590	OZABP = 09015
Guyane	+594	OZABP = 09016
Martinique	+596	OZABP = 09017
Mayotte	+262	OZABP = 09018
La Réunion	+262	OZABP = 09019

Au vu du faible usage des ressources en numérotation sur le territoire de Saint-Pierre-et-Miquelon, et de manière analogue à la catégorie des numéros mobiles de longueur étendue, l'Autorité autorise, par dérogation, les opérateurs offrant des services de machine à machine sans accès mobile sur ce territoire à continuer à utiliser des numéros géographiques.

Par ailleurs, l'Autorité rappelle que, conformément à l'article L. 44-4 du CPCE, les opérateurs attributaires de ces ressources en numérotation sont tenus de proposer la portabilité des numéros qui auront été affectés à leurs clients.

Question 8. Que pensez-vous de la proposition de l'Arcep de créer une catégorie de numéros polyvalents de longueur étendue ?

Question 9. Que pensez-vous de la proposition de l'Arcep de recourir à des numéros polyvalents de longueur étendue ou de numéros mobiles de longueur étendue en vue de fournir des services innovants ?

4.4 Précisions sur les conditions d'utilisation des numéros courts de renseignements téléphoniques

L'Autorité rappelle que les opérateurs attributaires de numéros courts de renseignements téléphoniques doivent respecter l'ensemble des obligations relatives à la fourniture d'un annuaire universel, notamment :

- les articles R. 10-5 et R. 10-7 du CPCE ;
- la décision n° 06-0639 de l'Autorité en date du 30 novembre 2006 précisant les conditions de mise à disposition des listes d'abonnés et d'utilisateurs à des fins d'édition d'annuaires universels ou de fourniture de services universels de renseignements.

4.4.1 Revue de la liste des services pouvant être offerts par des services de renseignements téléphoniques

L'Autorité a constaté que le nombre d'appels vers les services de renseignements téléphoniques est en constante diminution⁶, puisque les utilisateurs finals se détournent de ces services payants pour utiliser des moteurs de recherche accessibles gratuitement par internet. Ces derniers enrichissent en outre les résultats de recherche d'informations que les services de renseignements téléphoniques ne sont actuellement pas autorisés à proposer.

Dans ce contexte d'évolution du marché, et afin de permettre aux services de renseignements téléphoniques de rendre accessibles à leurs utilisateurs un niveau d'informations équivalent à celui que proposent ces services de recherche par internet, l'Autorité précise, au regard des objectifs d'innovation et de compétitivité dans le secteur des communications électroniques ainsi que d'utilisation efficace des ressources en numérotation prévus à l'article L. 32-1 du CPCE, que les services de renseignements téléphoniques sont également autorisés à proposer à l'appelant les horaires d'ouverture et les modalités d'accès du professionnel dont les coordonnées ont été demandées.

Par ailleurs, afin de protéger les consommateurs de possibles fraudes qui se fonderaient sur une utilisation interdite de numéros de la forme 118 XYZ pour proposer des services à valeur ajoutée qui ne correspondent pas à des services de renseignements téléphoniques, l'Autorité ajoute à la liste des services qui ne peuvent être offerts par les services de renseignements téléphoniques, les services ésotériques, astrologiques, de rencontre ou de conversations.

Question 10. Que pensez-vous des évolutions proposées aux conditions d'utilisation des numéros courts de services de renseignements téléphoniques ?

4.4.2 Modalités de la mise en relation réalisée par des services de renseignements téléphoniques

L'annexe 1 à la décision n° 2018-0881 susvisée indique que les numéros courts de renseignements téléphoniques peuvent être utilisés pour fournir notamment :

« – la mise en relation téléphonique avec le correspondant dont les coordonnées ont été demandées dès lors que les coordonnées demandées sont communiquées explicitement et distinctement par oral à l'appelant avant cette mise en relation ».

Pour autant, l'Arcep a reçu plusieurs signalements démontrant que cette dernière condition n'était pas suffisante pour protéger les utilisateurs de service de renseignements téléphoniques.

En effet, certains d'entre eux ont pu être mis en relation avec des services d'urgence. Or les services d'urgence ne peuvent connaître la localisation de l'appelant dans un tel cas, ce qui empêche une prise en charge rapide de l'appel d'urgence.

Ainsi, au regard notamment de l'objectif de protection des consommateurs prévu à l'article L. 32-1 du CPCE, l'Autorité précise que les numéros courts de renseignements téléphoniques ne peuvent être utilisés pour la mise en relation vers les numéros d'urgence.

⁶ Observatoire annuel provisoire des communications électroniques en France pour l'année 2020, page 51, https://www.arcep.fr/fileadmin/cru-1627977896/reprise/observatoire/march-an2020/obs-marches-annuel-2020-prov_260521.pdf.

Par ailleurs, la mise en relation a pu être facturée à l'utilisateur, sans que cette information ne leur ait été communiquée au préalable par l'éditeur du service de renseignements téléphoniques.

L'Autorité rappelle à cet égard que l'article L. 224-58 du code de la consommation dispose que *« lorsqu'ils proposent d'assurer la mise en relation à la suite de la fourniture d'un numéro de téléphone, les fournisseurs de renseignements téléphoniques ont l'obligation d'informer le consommateur du tarif de cette mise en relation. Cette information doit être fournie systématiquement et préalablement à l'acceptation expresse de l'offre de mise en relation par le consommateur »*.

Question 11. Que pensez-vous de l'interdiction de mise en relation vers des services d'urgence pour les services de renseignements téléphoniques ?

4.4.3 Clarification sur la fourniture de renseignements téléphoniques sur les numéros SVA

La décision n° 2018-0881 modifiée dispose dans la partie 2.4.12 b) de son annexe 1 que *« les numéros courts de renseignements téléphoniques sont les seuls numéros utilisés pour la fourniture à titre principal du service universel de renseignements, mentionné à l'article R. 10-7 du CPCE »* et que seuls les numéros courts de renseignements téléphoniques peuvent fournir un service de *« mise en relation téléphonique avec le correspondant dont les coordonnées ont été demandées dès lors que les coordonnées demandées sont communiquées explicitement et distinctement par oral à l'appelant avant cette mise en relation »*.

Cependant, plusieurs éditeurs ont pu proposer des services de renseignements téléphoniques sur des numéros spéciaux vocaux à tarification majorée, en ce incluant une mise en relation s'appuyant sur des numéros spéciaux à tarification majorée sans que l'appelant ne soit prévu de cette majoration, en contradiction avec les dispositions prévues par l'Arcep et rappelées ci-avant.

Ainsi, la présente décision rappelle que l'ensemble des numéros SVA autres que ceux dédiés à cet usage ne peuvent pas fournir de services de renseignements téléphoniques.

4.5 Utilisation des services de messageries sur les numéros courts

La décision n° 2018-0881 susvisée indique, dans la partie 8.2 de ses motifs, la possibilité d'offrir des services de messagerie par SMS/MMS sur des numéros courts à tarification gratuite et des numéros spéciaux à tarification gratuite ou banalisée. Ce n'est pas le cas des numéros courts généralistes ou des numéros courts de services de renseignements téléphoniques qui ne peuvent faire l'objet que d'un service vocal.

Pourtant, depuis l'adoption de ladite décision, plusieurs sociétés offrant à des tiers la possibilité d'envoyer en masse des messages pour des usages A2P¹, ainsi que des éditeurs de services à valeur ajoutée, ont fait part à l'Autorité de leur souhait de pouvoir offrir des services « convergents », constitués à la fois d'un service vocal et d'un service de messagerie, sur l'ensemble des catégories de numéros courts du plan national de numérotation.

Pour autant, le fait d'autoriser l'utilisation de numéros courts généralistes ou des numéros courts de services de renseignements téléphoniques pour l'envoi de SMS est susceptible d'être source de confusion pour les utilisateurs sur les conditions de facturation des messages qu'ils seraient susceptibles d'émettre vers ces numéros en réponse.

Dans ce cadre, au regard de l'objectif d'innovation prévu au 3° du II de l'article L. 32-1 du CPCE, l'Arcep souhaite recueillir l'avis des acteurs sur l'opportunité d'étendre la possibilité d'offrir des services de

messagerie sur les catégories de numéros courts qui ne peuvent actuellement offrir que des services vocaux.

Question 12. Pour quels usages serait-il pertinent d'autoriser un service de messagerie SMS, en complément d'un service voix, sur des numéros courts généralistes et des numéros de services de renseignements téléphoniques ? Quels garde-fous devraient alors être définis, le cas échéant, afin de protéger au mieux les consommateurs ?

4.6 Précisions sur les codes MCC-MNC

4.6.1 Conditions d'attribution des codes MCC-MNC d'opérateur mobile

Du fait de la saturation du stock de codes MCC-MNC disponibles, notamment en métropole, la décision n° 2018-0881 susvisée a totalement réorganisé le plan MCC-MNC, en réservant principalement les codes MNC à 2 chiffres aux usages régaliens et aux opérateurs mobiles, et en allouant notamment des codes MNC à 3 chiffres pour des usages innovants (accès fixe à internet par très haut débit radio, exploitants de réseaux indépendants tributaires de fréquences, etc.).

Depuis l'adoption de cette décision, l'Autorité reçoit régulièrement des demandes d'attribution de codes MCC-MNC d'opérateur mobile par des opérateurs qui n'exploitent pas de réseau mobile et qui justifient celles-ci en présentant des contrats avec des tiers (qui sont titulaires d'autorisation d'utilisation de fréquences ou agrégateurs de réseaux mobiles virtuels « MVNA »). Cependant, les contrats signés avec des tiers qui ne prévoient pas la fourniture de services grâce à un accès radio mobile, mais relèvent de prestations de services annexes, ne peuvent être fournis pour justifier de l'attribution d'un code MCC-MNC d'opérateur mobile.

Afin de rendre plus précises les conditions d'attribution de tels codes, et conformément à l'objectif de gestion efficace des ressources en numérotation prévu à l'article L. 32-1 du CPCE, l'Autorité modifie les conditions d'éligibilité aux codes MCC-MNC d'opérateurs mobiles. Ainsi, ceux-ci doivent être exclusivement attribués à des opérateurs qui exploitent un réseau mobile ouvert au public, ou qui s'appuient sur un contrat conclu directement ou *via* un intermédiaire technique auprès d'un exploitant de réseau mobile pour l'accès et l'utilisation effective dudit réseau, et non pour des services annexes.

Question 13. Que pensez-vous des évolutions envisagées par l'Autorité relatives aux conditions d'attribution des codes MCC-MNC d'opérateurs mobiles ?

A titre liminaire, il convient de noter que tous les codes MNC ne sont pas actuellement attribués et que la « saturation » mentionnée dans la consultation n'est que relative.

De plus, tous les opérateurs mobiles n'exploitant pas de réseau mobile n'ont pas vocation à demander un code MNC. En effet, un tel code MNC n'est indispensable qu'aux seuls opérateurs désireux de se donner les moyens d'opérer en toute indépendance.

Il est enfin nécessaire de noter, toujours à titre liminaire, qu'un code MNC, communiqué à tous les opérateurs de la planète via un IR21, est techniquement indispensable pour garantir l'acheminement de SMS émis depuis l'étranger à destination d'un numéro secondaire.

Pour des raisons d'équité et de juste concurrence, l'ARCEP et la réglementation doivent permettre à un opérateur de numéros secondaires d'opérer le cas échéant en toute indépendance, c'est-à-dire sans devoir obligatoirement passer un contrat avec un tiers pour remplir les obligations qui sont les siennes.

Or, le protocole le plus couramment utilisé pour acheminer les SMS, le SS7, requiert la détention par l'opérateur destinataire du SMS d'un code réseau MNC pour pouvoir acheminer le message jusqu'à l'équipement du destinataire.

Il faut également souligner que le SS7 ne permet pas la mise en place de l'authentification STIR-SHAKEN et ne permet donc pas de satisfaire aux obligations légales devant rentrer en vigueur en juillet 2023.

Pour qu'un opérateur de numéro secondaire puisse fonctionner en toute indépendance, il lui faut pouvoir assurer le service de réception de SMS pour ses clients et donc, si la seule solution est le SS7, disposer d'un code MNC.

A ceci, l'ARCEP répond habituellement qu'il existe une autre solution que le SS7, en l'occurrence une interconnexion SMPP, qui ne nécessite pas de code MNC pour livrer un message jusqu'à destination, et que les opérateurs se sont engagés à mettre en œuvre des interconnexions SMPP.

Toutefois, dans la réalité, il apparaît que certains opérateurs n'envisagent pas de proposer de solution d'interconnexion SMPP à court terme.

En conséquence, nous demandons que l'ARCEP donne un délai maximum, par exemple jusqu'au 1er juillet 2022, aux opérateurs pour proposer une solution d'interconnexion SMPP. Nous demandons également que l'ARCEP impose une durée maximale (par exemple d'un mois) entre demande et mise en service effective de cette interconnexion SMPP.

4.6.2 Création d'une catégorie de codes MCC-MNC « Maintenance et sécurité des réseaux mobiles »

L'Autorité a constaté que certains acteurs spécialisés dans la maintenance ou la sécurité des réseaux mobiles souhaitent utiliser des codes MCC-MNC spécifiques à leurs usages. En effet, les spécificités de ces activités ne leur permettent pas d'exploiter les codes MCC-MNC dédiés aux tests, qui ne sont pas attribuables.

Pour répondre à la demande de tels acteurs, et au regard de l'objectif d'utilisation et de gestion efficaces des fréquences prévu à l'article L. 32-1 du CPCE, la présente décision modifie ainsi la décision n° 2018-0881 susvisée pour créer, pour chaque territoire, une catégorie de codes MCC-MNC exclusivement réservés à la maintenance et à la sécurité des réseaux mobiles.

L'Autorité définit comme suit, dans le plan national de numérotation, cette nouvelle catégorie de codes MCC-MNC :

Territoires	MCC	MNC à 3 chiffres
France Métropolitaine	208	XYZ = 680 à 699
Guadeloupe, Martinique, Saint-Martin et Saint-Barthélemy	340	XYZ = 680 à 699
Guyane	742	XYZ = 680 à 699
La Réunion, Mayotte et autres territoires de l'Océan Indien	647	XYZ = 680 à 699
Saint-Pierre-et-Miquelon	308	XYZ = 680 à 699

En outre, l'Autorité invite les opérateurs de communications électroniques attributaires de codes MCC-MNC d'opérateur mobile qui utiliseraient uniquement lesdits codes à des fins de maintenance et de test de sécurité des réseaux mobiles à demander la restitution de telles ressources, pour se voir attribuer un ou plusieurs codes MCC-MNC de maintenance et sécurité des réseaux mobiles.

Question 14. Que pensez-vous de la création d'une catégorie de codes MCC-MNC exclusivement réservés à la maintenance et la sécurité des réseaux mobiles ?

5 Prévenir les pénuries et améliorer la gestion de la rareté

Conformément à l'article L. 44 du CPCE susvisé, l'Autorité est chargée d'établir et de gérer le plan national de numérotation. Elle veille à la bonne utilisation des ressources en numérotation attribuées et, à ce titre, à la prévention de tout risque de pénurie d'une ressource en particulier.

L'Autorité constate de manière préliminaire qu'il n'est pas improbable qu'une pénurie de certaines ressources en numérotation intervienne dans les prochaines années. Ainsi, à la date de rédaction de la présente décision, le taux d'attribution des préfixes de routage mobiles est de 75 % dans les DROM et de 71 % en métropole. Le taux d'attribution des numéros mobiles est, quant à lui, de plus de 60 % en outremer (dont 79 % à La Réunion) et 89 % en métropole. Dans ces conditions, il apparaît nécessaire que, par la présente décision, l'Autorité fasse évoluer le plan national et ses règles de gestion en vue de répondre à certains risques de pénurie.

5.1 Réduction de la granularité des tranches

Conformément à la décision n° 2018-0881 susvisée, les ressources en numérotation – à l'exception de celles attribuées à l'unité – sont gérées techniquement par blocs de 10 000 numéros (et parfois par sous-blocs de 1 000 numéros contigus s'agissant de certaines catégories de numéros spéciaux), à l'exception des numéros de longueur étendue. Elles ne peuvent être ouvertes à l'affectation aux clients finals que par bloc « OZABPQ » et sous certaines conditions mentionnées dans les modalités d'affectation des numéros territorialisés aux utilisateurs finaux.

Or, en interdisant les nouvelles mises à disposition de ressources de numérotation à compter du 1^{er} août 2018, sauf pour certaines catégories de numéros, notamment, à titre transitoire, les numéros géographiques, les dispositions introduites dans la décision n° 2018-0881 ont pu avoir pour conséquence d'accroître la demande d'attribution directe de ressources auprès de l'Arcep, pour des besoins souvent inférieurs à 10 000 numéros, engendrant ainsi une sous-utilisation des ressources et une augmentation importante du risque de pénurie.

En conséquence, au regard des objectifs de satisfaction des besoins de l'ensemble des utilisateurs en matière d'accès aux services et d'utilisation efficace des ressources en numérotation prévus à l'article

L. 32-1 du CPCE, il apparaît justifié et proportionné de prévoir que les ressources en numérotation soient désormais attribuées par blocs minimaux de 1 000 numéros, à l'exception des ressources attribuées unitairement et des numéros de longueur étendue. En conséquence, l'ouverture des tranches à l'affectation s'effectuera par bloc « OZABPQM ».

L'Autorité invite, à compter de l'entrée en vigueur de la décision, en outre les opérateurs attributaires de tranches de 10 000 numéros à demander la restitution des sous-tranches de 1 000 numéros qu'ils ne comptent pas exploiter, sous réserve que ceux-ci ne fassent l'objet d'aucune mise à disposition à un autre opérateur, ni d'aucune affectation à un client final.

Question 15. Que pensez-vous de la réduction de la granularité des tranches attribuées par l'Autorité ?

5.2 Diminution de la période maximale de gel

Après une résiliation sans portabilité, un numéro ne peut être réaffecté par un opérateur à un utilisateur final pendant un délai de réaffectation. Ce délai peut être choisi par l'opérateur mais ne peut être inférieur à 3 mois ni supérieur à 6 mois conformément aux dispositions de la partie 2.2.5 de l'annexe 1 de la décision n° 2018-0881 susvisée.

Afin d'améliorer le taux d'utilisation des ressources attribués et de réduire le nombre de ressources inutilisables pendant cette période de gel, l'Autorité estime raisonnable de réduire ces délais minimal et maximal.

À cet égard, la décision n° 2021-XXXX de l'Autorité susvisée permet à n'importe quel utilisateur d'une ressource en numérotation, qu'elle soit fixe, mobile ou spéciale, de pouvoir récupérer cette ressource durant une période de quarante jours après la date de résiliation effective du contrat qui liait l'utilisateur à son ancien opérateur ou bien, dans le cadre d'une offre mobile prépayée uniquement, après la date à laquelle l'utilisateur n'avait plus de crédit sur sa carte SIM ou après la date à laquelle la recharge de crédits est arrivée à échéance.

Au vu des éléments rappelés ci-avant, et compte tenu de l'objectif de gestion efficace des ressources en numérotation prévus à l'article L. 32-1 du CPCE, l'Autorité estime ainsi justifié et proportionné que le délai de réaffectation d'un numéro par un opérateur soit désormais compris entre quarante-cinq et quatre-vingt-dix jours, à compter de la date de résiliation effective du contrat liant l'utilisateur précédent du numéro et l'opérateur ou bien, dans le cadre d'une offre mobile prépayée uniquement, après la date à laquelle l'utilisateur n'avait plus de crédit sur sa carte SIM ou après la date à laquelle la recharge de crédits est arrivée à échéance.

Question 16. Que pensez-vous de la diminution de la période maximale de gel autorisée ?

Nous pensons qu'une telle réduction de la période de gel serait fortement préjudiciable pour les consommateurs. En effet, les nouveaux attributaires recevraient très certainement appels et messages qui ne leur sont pas destinés.

A ce titre, nous tenons à préciser que nous avons depuis quelques mois, par faute de numéros disponibles, mis en place une période de gel de 45 jours et nous pouvons donc témoigner concrètement du volume important de plaintes et de réclamations clients que cette mesure a immédiatement engendré.

5.3 Définition d'une durée minimale d'affectation des numéros

Depuis l'adoption de la décision n° 2018-0881, de nouveaux usages se sont développés comme par exemple l'utilisation massive de numéros « temporaires », qui sont affectés à un utilisateur final pour une durée n'excédant généralement pas 10 minutes⁷.

⁷ C'est par exemple le cas des services fournis aux livreurs de colis ou aux chauffeurs de VTC.

Or, l'utilisation de numéros, généralement mobiles, pour des durées très courtes amènent parfois les utilisateurs à ne plus pouvoir être en mesure d'être joint ou de répondre à un message reçu, et contribue à une augmentation de l'utilisation des ressources en numérotation et, *in fine*, à une plus grande fragmentation du plan national de numérotation.

En conséquence, au regard de l'objectif d'utilisation efficace des ressources en numérotation prévu à l'article L. 32-1 du CPCE, il apparaît justifié et proportionné de prévoir que, dorénavant, les ressources en numérotation doivent être affectées à un utilisateur final pour une durée minimale de 12 heures.

Par dérogation, afin d'encourager l'innovation et au regard de la nature de l'utilisation qui est faite de ce type de ressources, l'Autorité précise que, par dérogation, cette règle ne s'applique pas aux numéros polyvalents utilisables pour les échanges avec les plateformes techniques introduits par la présente décision.

Question 17. Que pensez-vous de la définition d'une durée minimale d'affectation d'un numéro ?

5.4 Préfixes RIO pour numéros spéciaux

La décision n° 2021-XXXX de l'Autorité susvisée a fait évoluer la procédure de conservation des numéros de services à valeur ajoutée, et prévoit notamment sa sécurisation, grâce à l'utilisation d'un relevé d'identité opérateur (RIO) pour numéros spéciaux, à l'instar du RIO déjà en place sur le marché mobile depuis 2007 et sur le marché fixe pour les utilisateurs résidentiels depuis 2012. L'automatisation croissante des processus de conservation des numéros spéciaux entre les opérateurs nécessite en effet la mise en place d'un dispositif d'authentification, lequel consiste à associer un RIO à chaque numéro affecté aux abonnés. L'article 23 de cette décision prévoit que les obligations relatives à la fourniture du RIO des numéros spéciaux entreront en vigueur le XXXX.

La décision n° 2021-XXXX prévoit, à ce titre, que le RIO du numéro spécial est composé de quatre champs avec la structure suivante « OO Q RRRRRR CCC », et précise que le préfixe « OO », codé sur deux caractères alphanumériques, identifie l'opérateur donneur (opérateur SVA à partir duquel le numéro est porté).

La présente décision vise à la création du préfixe de relevé d'identité opérateur (RIO) des numéros spéciaux utilisé dans la procédure de conservation des numéros spéciaux, ainsi qu'à la détermination de sa composition et à la définition des conditions d'attribution et d'utilisation. Afin de simplifier le processus, et dans la mesure où la portabilité des numéros spéciaux est considérée comme une portabilité d'un numéro fixe sur le marché entreprises dans les processus mis en place par les opérateurs, l'Autorité estime qu'il est raisonnable, au regard de l'objectif de gestion efficace des ressources en numérotation prévu à l'article L. 32-1 du CPCE, que les préfixes RIO utilisés par les opérateurs fixes puissent être également utilisés par les opérateurs lorsqu'ils portent un numéro spécial.

Question 18. Que pensez-vous de l'utilisation des préfixes RIO fixes en tant que préfixes RIO pour les numéros de services à valeur ajoutée ?

5.5 Définition de nouveaux préfixes de routage

Dans le cadre de la mise en œuvre technique de la conservation des numéros mobiles, un préfixe de conservation du numéro est inséré entre le code pays et le numéro du client appelé dans la

signalisation permettant l'établissement de la communication. Ce préfixe identifie de manière univoque l'opérateur qui exploite le numéro du destinataire de l'appel.

Les codes pays de la métropole et des départements d'outre-mer n'ayant pas la même longueur (2 chiffres pour la métropole, 3 chiffres pour les départements d'outre-mer), les préfixes de conservation des numéros mobiles ont une longueur de cinq chiffres en métropole et de six chiffres dans les départements d'outre-mer.

5.5.1 Allocation de nouveaux préfixes de routage de numéros mobiles en métropole

Lors de leur introduction dans le plan de numérotation, les racines des préfixes de routage des numéros mobiles en métropole ont été allouées dans la tranche 0600. Du fait du développement du marché, avec notamment l'apparition de nombreux opérateurs virtuels de réseaux mobiles possédant leur propre cœur de réseau (« Full MVNO »), l'Autorité a alloué des tranches supplémentaires pour ces préfixes afin de satisfaire à la demande.

L'Autorité constate que les ressources actuellement allouées ne suffisent plus pour répondre à cette demande, dans la mesure où de nombreux opérateurs virtuels de réseaux mobiles convertissent désormais leur architecture technique, pour passer d'un modèle où ils ne disposent pas eux-mêmes d'un cœur de réseau (et n'ont donc pas besoin de préfixe de routage) à un modèle « Full MVNO ».

Afin de continuer à répondre aux demandes futures, il apparaît justifié de créer 50 préfixes supplémentaires.

La présente décision modifie ainsi la décision n° 2018-0881 susvisée pour ajouter à la catégorie de préfixes de routage des numéros mobiles en métropole les numéros commençant par 0526 à 0530.

Question 19. Que pensez-vous de la création de nouveaux préfixes de routage des numéros mobiles en métropole ?

5.5.2 Précision sur les préfixes de routage pour les numéros de longueur étendue

Dans la partie 4.2 de la décision n° 2021-XXXX précisant les modalités de conservation des numéros fixes, mobiles et SVA, l'Arcep a estimé « *raisonnable que les opérateurs utilisent, pour réaliser l'acheminement des communications émises par des numéros mobiles de longueur étendue, les préfixes de routage actuellement utilisés pour les numéros mobiles* ».

En conséquence, la présente décision prévoit que les préfixes de routage des numéros mobiles doivent être utilisés indifféremment pour les numéros mobiles ou les numéros mobiles de longueur étendue.

De la même manière, au regard notamment de l'objectif d'utilisation et de gestion efficaces des ressources en numérotation à l'article L. 32-1 du CPCE, l'Autorité prévoit que les préfixes de routage des numéros géographiques et polyvalents doivent être également utilisés indifféremment pour les numéros géographiques, les numéros polyvalents, les numéros polyvalents utilisables pour les échanges avec des plateformes techniques et les numéros polyvalents de longueur étendue.

Question 20. Que pensez-vous de l'utilisation des préfixes de routage existants pour les numéros de longueur étendue ?

5.5.3 Territorialisation des préfixes de routage des numéros mobiles en outremer et des préfixes de routage des numéros géographiques et polyvalents

L'article L. 44-4 du CPCE dispose que « les opérateurs auxquels l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse a attribué des ressources en numérotation provenant du plan national de numérotation téléphonique sont tenus de proposer à leurs abonnés de conserver leur numéro géographique lorsqu'ils changent d'opérateur sans changer d'implantation géographique et de conserver leur numéro non géographique, fixe ou mobile, lorsqu'ils changent d'opérateur tout en demeurant en métropole, dans un même département d'outre-mer, à Saint-Barthélemy, Saint-Martin ou à Saint-Pierre-et-Miquelon ». Ainsi, en application de cette disposition, il n'est pas autorisé pour un utilisateur situé par exemple dans un département ultramarin de conserver son numéro lorsqu'il déménage en métropole, et réciproquement, ou dans un autre département ultramarin.

Or, lorsqu'un numéro attribué à un opérateur est exploité par un autre à la suite d'une portabilité, il est impossible pour tout autre opérateur que ce dernier de déterminer avec précision si l'utilisateur n'a pas changé de territoire lors de sa demande. En effet, les préfixes de routage définis actuellement dans le plan national de numérotation ne spécifient pas précisément le territoire d'utilisation (une distinction est faite entre France Métropolitaine et les « autres territoires » pour les numéros mobiles).

Compte-tenu de ces éléments, et afin de permettre une vérification efficace du respect des conditions de territorialité définies par le CPCE, la présente décision crée des préfixes de routage dédiés pour la métropole, pour chaque département d'outre-mer ainsi que pour Saint-Pierre-et-Miquelon, et ce, d'une part, pour la catégorie « préfixes de routage des numéros géographiques et polyvalents » et, d'autre part, pour la catégorie « préfixes de routage des numéros mobiles ».

Afin de permettre aux opérateurs ultramarins concernés par cette disposition, d'une part, de mettre en œuvre sur leur réseau ces nouvelles ressources et, d'autre part, de modifier les informations de routage pour leurs clients qui seraient concernées, l'Autorité estime nécessaire de laisser une période de transition de 18 mois à compter de l'adoption de la présente décision pour la mise en œuvre par l'ensemble des opérateurs des préfixes de routage territorialisés.

La présente décision modifie ainsi la décision n° 2018-0881 susvisée pour ajouter dans les catégories de préfixes de routage des numéros géographiques et polyvalents suivants, alloués à compter du 1^{er} août 2023 :

Territoires	Racines (format national)	Type de numéros
Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy	03050 à 03051	Géographique et polyvalent
Martinique	03052 à 03053	Géographique et polyvalent
Guyane	03054 à 03055	Géographique et polyvalent
Saint-Pierre-et-Miquelon	03056	Géographique et polyvalent
La Réunion	02050 à 02051	Géographique et polyvalent
Mayotte	02052 à 02053	Géographique et polyvalent

Elle modifie en outre la décision n° 2018-0881 susvisée pour substituer les préfixes de numéros mobiles suivants aux préfixes de routage actuellement alloués aux « autres territoires » que la France métropolitaine, à compter du 1^{er} août 2023 :

Territoires	Racines (format national)	Type de numéros
Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy	05230	Mobile
Martinique	05231	Mobile
La Réunion	05232	Mobile

Guyane	05233	Mobile
Mayotte	02534	Mobile
Saint-Pierre-et-Miquelon	070846 à 070849	Mobile

Question 21. Que pensez-vous de la création de nouveaux préfixes de routage fixes et mobiles en outremer ?

5.6 Création de codes MSRN en outremer

Dans sa décision n° 99-480, l'Arcep définit des tranches de numéros mobiles dédiés au « réacheminement des communications entrantes vers les réseaux mobiles sur le territoire métropolitain », qui sont désormais appelés « codes MSRN ». Il s'agit de numéros nécessaires à l'identification et l'acheminement des flux d'appels entrants sur les réseaux mobiles français à l'attention d'abonnés en itinérance. Ces codes n'ont été créés que pour la métropole jusqu'alors.

La loi n° 2021-1485 du 15 novembre 2021 visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France a introduit des modifications au V de l'article L. 44 du CPCE. Celui-ci dispose désormais que « *le deuxième alinéa du présent V ne s'applique pas à l'acheminement des appels et messages reçus par des utilisateurs finals en situation d'itinérance internationale sur le territoire national présentant comme identifiant d'appelant un numéro issu du plan de numérotation établi par l'autorité* ». Il est ainsi nécessaire que l'ensemble des opérateurs de réseaux mobiles, y compris ultramarins, identifient les communications entrantes à destination des clients en itinérance dans l'ensemble des territoires couverts par la présente décision.

Compte-tenu de ces éléments, et au regard de l'objectif de gestion efficace des ressources en numérotation prévu à l'article L. 32-1 du CPCE, la présente décision crée une catégorie de codes MSRN pour chaque territoire ultramarin. La présente décision modifie ainsi la décision n° 2018-0881 susvisée pour ajouter dans la catégorie des codes MSRN les numéros suivants :

Territoires	Code pays	Racines (format national)
Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy	+590	OZABP = 07090
Guyane	+594	OZABPQ = 070930 à 070934
Martinique	+596	OZABP = 07091
Saint-Pierre-et-Miquelon	+508	OZABPQ = 070856 à 070859
Mayotte	+262	OZABPQ = 070935 à 070939
La Réunion	+262	OZABP = 07092

Au regard de ce même objectif, l'Autorité prévoit que, par dérogation aux conditions particulières des numéros techniques, la granularité d'attribution des codes MSRN en France Métropolitaine reste la tranche OZABP (soit 100 000 codes à 10 chiffres au format national) et que celle des codes MSRN des territoires ultramarins soit la tranche OZABPQ (soit 10 000 codes à 10 chiffres au format national).

Question 22. Que pensez-vous de la création de codes MSRN en outremer ?

5.7 Allocation de ressources mobiles à Saint-Pierre-et-Miquelon

Conformément au paragraphe 2.3.4 a) de l'annexe 1 de la décision n° 2018-0881 susvisée, « À Saint-Pierre-et-Miquelon, les numéros utilisés pour les services mobiles sont choisis parmi les numéros

géographiques ». De ce fait, les numéros mobiles actuellement affectés sur le territoire de Saint-Pierre-et-Miquelon sont tous issus du bloc commençant par 05 08.

Les opérateurs mobiles présents sur ce territoire ont indiqué aux services de l'Autorité que les utilisateurs finals rencontrent certaines difficultés pour la réception de SMS lorsque ceux-ci sont émis par des plateformes techniques gérées par des sociétés offrant à des tiers la possibilité d'envoyer en masse des messages pour des usages A2P⁸, notamment pour les mécanismes de double authentification sur certains sites internet. En effet, dans la mesure où certaines plateformes techniques considèrent que seuls les numéros commençant par 06 ou par 07 sont des numéros mobiles, ceux utilisés à Saint-Pierre-et-Miquelon ne peuvent satisfaire à cette condition.

Compte tenu de ces éléments, au regard de l'objectif de gestion efficace des ressources en numérotation prévu à l'article L. 32-1 du CPCE, la présente décision crée une catégorie de numéros mobiles sur le territoire de Saint-Pierre-et-Miquelon. La présente décision modifie ainsi la décision n° 2018-0881 susvisée pour ajouter dans la catégorie des numéros mobiles les numéros suivants :

Territoires	Code pays	Racines (format national)
Saint-Pierre-et-Miquelon	+508	OZABPQ = 070840 à 070845 ; 070850 à 070855

Question 23. Que pensez-vous de la création de nouvelles ressources en numérotation mobiles sur le territoire de Saint-Pierre-et-Miquelon ? Le stock de numéros mobiles actuellement affectés, qui commencent par 05 08, doit-il être transféré vers le numéro en 07 08 correspondant ?

5.8 Suppression de la catégorie des numéros spéciaux de services de données

L'Autorité rappelle qu'elle a défini dans sa décision n° 2018-0881 susvisée une catégorie de numéros spécifiques pour les services de données (0836). Ces numéros étaient historiquement utilisés pour permettre l'accès à des services de télématique sur le minitel.

Or Orange a arrêté techniquement le réseau X25, sur lequel transitait l'ensemble de ces services, le 30 juin 2012.

Ainsi, au regard notamment de l'objectif d'utilisation et de gestion efficaces des ressources en numérotation prévu à l'article L. 32-1 du CPCE, la présente décision prévoit la fermeture de la tranche 0836 au 1^{er} juillet 2023, qui pourra être de nouveau allouée à de futurs besoins.

Question 24. Que pensez-vous de la suppression de la catégorie des numéros spéciaux d'accès de services de données ?

⁸ Application to Person.

6 Simplifier, clarifier et améliorer les processus

6.1 Suppression de la déclaration préalable d'activité de fourniture de services de communications électroniques

La transposition de la directive (UE) 2018/1972 dans le droit français a modifié l'article L. 33-1 du CPCE pour supprimer la nécessité de déclaration préalable auprès de l'Arcep d'une activité de fourniture de services de communications électroniques ou d'exploitation d'un réseau de communications électroniques ouvert au public.

Afin de mettre en conformité les modalités de demandes d'attribution de ressources auprès de l'Arcep, la présente décision modifie les conditions d'éligibilité pour prendre en compte cette évolution réglementaire.

6.2 Clarification des règles d'attribution

L'Autorité rappelle que les téléprocédures spécialisées (formulaire en ligne) accessibles *via* le site extranet de l'Autorité⁹ permettent au demandeur d'effectuer en ligne ses demandes d'attribution, de renouvellement, de restitution ou de transfert de ressources en utilisant ses identifiants d'accès. Un accusé de réception de la demande est adressé ensuite au demandeur.

En cas de dysfonctionnement du site extranet de l'Autorité, seule la téléprocédure généraliste peut être utilisée pour effectuer les demandes.

Question 25. Que pensez-vous des modifications proposées des règles d'attribution ?

6.3 Clarification des conditions de transfert de ressources

La décision n° 2021-XXXX du XX XXX XXXX précisant les modalités d'application de la conservation des numéros fixes, mobiles et de services à valeur ajoutée a conduit à l'homogénéisation des processus applicables à la conservation des numéros en cas de changement d'opérateur pour les différentes catégories de numéros. Les numéros courts à tarification gratuite et généraliste sont, eux, attribués individuellement par l'Arcep, c'est pourquoi ils ne peuvent faire l'objet de demandes de portabilité, qui concernent uniquement des numéros issus de blocs de numéros attribués. Le changement d'opérateur attributaire nécessite donc un transfert d'attribution, pour lequel les opérateurs donneur et receveur doivent chacun donner leur accord aux services de l'Arcep pour qu'il soit validé. Toutefois, l'affectataire du numéro, appelé dans ce cas éditeur, s'il est distinct de l'opérateur attributaire, peut ainsi être contourné et voir ses ressources de numérotation transférées, sans qu'il l'ait demandé, ni qu'il en ait été informé.

Or, conformément à l'article L. 44-4 du CPCE, l'Arcep rappelle que les opérateurs attributaires de numéros courts ne peuvent refuser à l'affectataire un changement d'opérateur tout en conservant son numéro. Il est alors nécessaire audit affectataire de solliciter son opérateur pour demander le transfert d'attribution auprès de l'opérateur de son choix.

Ainsi, afin qu'un transfert de numéros courts dont l'affectataire peut être différent de l'opérateur attributaire soit considéré comme éligible, l'Autorité estime nécessaire, au regard de l'objectif de

⁹ <https://extranet.arcep.fr>

gestion efficace des ressources en numérotation prévu à l'article L. 32-1 du CPCE, que l'opérateur qui demande à se voir transférer le numéro apporte à l'Arcep un courrier attestant que l'affectataire lui a demandé de procéder audit transfert.

Question 26. Que pensez-vous des modifications des conditions de transfert des ressources ?

6.4 Rappel de l'usage de la langue française pour les échanges avec l'Autorité

Conformément à la loi n° 94-665 du 4 août 1994 modifiée relative à l'emploi de la langue française, la décision n° 2018-0881 susvisée dispose, dans la partie 2.1.2 de son annexe 2, que « *sont irrecevables [...] les demandes d'attribution, de renouvellement, de restitution ou de transfert formulées dans une autre langue que la langue française* ». A cet égard, l'Autorité rappelle que, tout document produit devant l'Autorité doit être rédigé en français ou, à défaut, être accompagné d'une traduction en français.

6.5 Restitution de ressources auprès de l'Autorité

La partie 2.3.1 de l'annexe 2 de la décision n° 2018-0881 susvisée définit les conditions à respecter pour que l'Autorité considère recevables les demandes de restitution de ressources provenant d'un opérateur : « *Ne sont recevables que les demandes de restitution pour lesquelles le demandeur :*

« – *est le titulaire actuel des droits d'utilisation de la ressource ;*

« – *a mis fin au(x) service(s) proposé(s) par les ressources concernées ;*

« – *atteste que plus aucune des ressources concernées n'est affectée aux utilisateurs finaux à qui il fournit un service ;*

« – *fournit, le cas échéant, la liste des numéros portés vers un autre opérateur ou d'une mise à disposition auprès d'acteurs tiers et identifie les acteurs qui les exploitent.*

« *Dans le cas des numéros courts et spéciaux, l'annuaire inversé des numéros spéciaux et courts (<http://www.infosva.org>) doit confirmer l'arrêt effectif du service fourni.* »

Ainsi, afin de s'assurer que l'ensemble des conditions rappelées *supra* sont bien remplies, préalablement à leur demande de restitution de ressources en numérotation, les opérateurs doivent compléter un formulaire dans lequel ils doivent indiquer si les ressources faisant l'objet d'une restitution comprennent des numéros portés vers un opérateur tiers.

Il est cependant fréquent que certains opérateurs certifient qu'aucun numéro des tranches restituées n'est porté, alors qu'en réalité, certains le sont. Ce cas de figure implique des conséquences importantes pour les utilisateurs finals concernés, car ceux-ci ne peuvent plus être joignables sur leur numéro de téléphone, du fait de la restitution de ces tranches de numéros par l'opérateur historiquement attributaire des ressources, alors même que les utilisateurs n'ont plus de relation contractuelle avec cet opérateur.

Au regard notamment de l'objectif de protection des consommateurs prévu à l'article L. 32-1 du CPCE, l'Arcep estime raisonnable que les opérateurs qui restituent des ressources en numérotation auprès de l'Arcep fournissent un document émanant des instances sectorielles de portabilité, en l'espèce le GIE EGP pour les numéros mobiles en métropole et l'APNF pour les numéros fixes et SVA, mentionnant, pour chaque tranche restituée, le nombre de numéros portés par opérateur receveur. L'Arcep précise que cette disposition s'appliquera également pour les opérateurs mobiles ultramarins dès lors que

ceux-ci auront mis en place, conformément à la partie 6.2.3 de la décision n° 2021-XXXX susvisée, une base centralisée recensant l'ensemble des numéros mobiles portés.

Afin d'assurer la sécurité juridique des situations en cours, cette disposition ne s'applique qu'aux ressources restituées dont la demande de restitution a été reçue à compter du 1^{er} juillet 2022.

Question 27. Que pensez-vous des modifications des conditions de restitution de ressources auprès de l'Autorité ?

6.6 Fourniture d'un contact en charge des données pour les services de renseignements

L'Autorité a constaté la difficulté à laquelle sont confrontés les nouveaux éditeurs d'annuaires ou de services de renseignements téléphoniques pour récupérer les listes d'abonnés chez les différents opérateurs. En effet, ceux-ci demandent régulièrement à l'Arcep de leur transmettre les contacts pertinents chez les opérateurs, alors qu'elle ne dispose pas elle-même d'une telle liste qui soit à jour et complète. Par ailleurs, l'Autorité rappelle que, conformément à l'annexe 2 à la décision n° 2018-0881 susvisée, chaque opérateur demandant des ressources en numérotation doit fournir les coordonnées d'un contact opérationnel qui sont ensuite rendues accessibles à l'ensemble des attributaires de ressources en numérotation *via* l'extranet de l'Arcep qui a pour finalité de faciliter les échanges opérationnels inter-opérateurs.

Afin de faciliter les échanges opérationnels entre les éditeurs d'annuaires ou éditeurs de services de renseignements téléphoniques et les opérateurs fixes et mobiles, l'Autorité a proposé à l'ensemble des opérateurs attributaires de ressources en numérotation de lui transmettre les coordonnées du contact opérationnel en charge de la gestion des annuaires universels, afin de constituer une liste des contacts pertinents qui a ensuite été mise à la disposition des opérateurs sur le portail extranet de l'Arcep.

À la date de la présente décision, la liste constituée par l'Arcep contient les informations provenant de seulement 55 opérateurs sur les 276 attributaires de numéros fixes ou mobiles. Afin de faciliter la récupération des données provenant des opérateurs, il apparaît dès lors pertinent de rendre obligatoire la fourniture par les opérateurs d'une adresse électronique non nominative de contact pour traiter des sujets opérationnels relatifs aux annuaires universels.

Les données ainsi publiées ne seront conservées par l'Arcep que pour la durée d'attribution des ressources concernées et n'auront pas d'autre finalité.

Question 28. Que pensez-vous de l'obligation de fournir un contact en charge des données pour les services de renseignements ?

6.7 Respect des conditions d'éligibilité

Afin de pouvoir devenir l'attributaire d'une ressource en numérotation, un opérateur doit satisfaire au préalable à certaines conditions d'éligibilité définies dans l'annexe 1 de la décision n° 2018-0881 susvisée.

Même si ces conditions sont des conditions préalables à respecter avant toute attribution de ressources, l'Autorité tient à préciser, au regard de l'objectif de gestion efficace des ressources en

numérotation prévu à l'article L. 32-1 du CPCE, qu'elles constituent un ensemble de critères essentiels à respecter durant l'entièreté de la durée d'attribution de chaque ressource.

Question 29. Que pensez-vous des précisions apportées aux conditions d'éligibilité ?

7 Renforcer la protection contre les fraudes et les abus

7.1 Encadrement des conditions d'utilisation des ressources par les systèmes automatisés d'appel et d'envois de messages et évolution des catégories de numéros authentifiés

7.1.1 Définition des conditions d'utilisation des systèmes automatisés d'appels et d'envoi de messages avec les numéros territorialisés

La loi n° 2021-1485 du 15 novembre 2021 visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France confère à l'Arcep au VI de l'article L. 44 du CPCE une habilitation pour préciser :

- « les catégories de numéros du plan national de numérotation téléphonique qu'il est interdit d'utiliser comme identifiant de l'appelant présenté à l'appelé, ou de l'expéditeur présenté au destinataire, pour des appels ou des messages émis par des systèmes automatisés d'appels et d'envois de messages, ainsi que les conditions dans lesquelles cette interdiction s'applique » et
- « les mesures que les opérateurs mettent en œuvre pour interrompre l'acheminement des appels et des messages émis au départ de leurs réseaux, transitant à travers eux ou terminés sur ceux-ci, qui ne respectent pas cette interdiction ».

Dans ce contexte, la présente décision prévoit, au regard de l'objectif de protection des consommateurs prévu à l'article L. 32-1 du CPCE, le rétablissement des dispositions relatives aux systèmes automatisés abrogées par la décision n° 2021-0532 de l'Autorité en date du 8 avril 2021 modifiant la décision établissant le plan national de numérotation et ses règles de gestion.

Ainsi, l'Autorité prévoit que :

- certains numéros territorialisés¹⁰ (les numéros géographiques, polyvalents, polyvalents utilisables pour les échanges avec une plateforme technique et mobiles à 10 chiffres) ne peuvent pas être utilisés en tant qu'identifiant d'appelant ou d'émetteur de messages présenté à l'appelé pour des appels ou des messages émis par des systèmes automatisés au sens de l'article L. 32 modifié par la loi n° 2021-1485 ;
- la catégorie des numéros « polyvalents authentifiés » fait l'objet d'une dérogation à cette interdiction d'utilisation, en tenant compte des précisions apportées en partie 7.1.3.

Pour la mise en œuvre de cette disposition, le cas échéant, l'Arcep recommande aux opérateurs de prendre les mesures nécessaires, par exemple en mettant en œuvre sur leur réseau des dispositifs techniques et en insérant des clauses dans leurs contrats, leur permettant d'interrompre l'acheminement des appels et des messages émis au départ de leurs réseaux, transitant à travers eux ou terminés sur ceux-ci qui présentent l'un des numéros territorialisés susmentionnés comme identifiant d'appelant, dès lors qu'il apparaît, au regard notamment des caractéristiques du flux

¹⁰ Les numéros mobiles de longueur étendue ne sont pas concernés en ce qu'ils ont été créés afin de répondre aux besoins des usages de machine à machine.

d'appels, qu'ils sont émis par un ou plusieurs systèmes automatisés d'appels et d'envoi de messages. Lorsqu'il bloque des appels, il est souhaitable que l'opérateur d'arrivée ou de transit en informe de manière concomitante l'opérateur à l'origine des appels bloqués.

Afin de permettre à l'Autorité d'apprécier la mise en œuvre de sa recommandation, elle invite les opérateurs à la tenir informée régulièrement des actions de filtrage qu'ils mettent en œuvre suivant sa recommandation, des volumes d'appels filtrés et de leur origine.

7.1.2 Suppression de la catégorie des numéros mobiles authentifiés

D'une manière analogue aux numéros polyvalents authentifiés, les numéros mobiles authentifiés sont des numéros mobiles à dix chiffres qui ont comme spécificités, d'une part, d'actuellement nécessiter l'utilisation de dispositifs d'authentification selon des modalités définies par l'Arcep, notamment afin de permettre des expérimentations relatives à l'authentification du numéro d'appelant ; et, d'autre part, de faire l'objet d'une possible dérogation à l'interdiction de l'utilisation de systèmes automatisés, aux termes des dispositions précisées en partie 7.1.1.

Cependant, l'Autorité a précisé en partie 4.1.1 que les numéros mobiles à 10 chiffres sont utilisés exclusivement dans un cadre interpersonnel, ce qui est contradictoire avec l'utilisation de systèmes automatisés.

Dès lors, l'Autorité estime pertinent et proportionné, au regard de l'objectif de gestion efficace des ressources en numérotation prévu à l'article L. 32-1 du CPCE, de supprimer cette catégorie et de réallouer les tranches de numéros dans la catégorie des numéros mobiles, dans la mesure où par ailleurs :

- l'utilisation de numéros mobiles comme numéro d'appelant sera nécessairement authentifiée après le 25 juillet 2023, ce qui rendra caduque la nécessité d'exploiter cette catégorie pour ce faire ;
- jusqu'à 24 juillet 2023, les expérimentations relatives à l'authentification des numéros peuvent utiliser des numéros mobiles, dûment identifiés par les opérateurs ;
- à la date de rédaction de la présente décision, aucune tranche de numéros mobiles authentifiés n'a été attribuée.

Question 30. Que pensez-vous du rétablissement envisagé des mesures d'encadrement des conditions d'utilisation des ressources en numérotation par les systèmes automatisés d'appel et d'envoi de messages ?

Question 31. Que pensez-vous de la suppression de la catégorie des numéros mobiles authentifiés ?

7.1.3 Règles d'exception à l'interdiction d'utilisation des systèmes automatisés relatives aux caractéristiques du trafic

À l'occasion de la présente consultation publique, l'Arcep soumet pour avis aux acteurs plusieurs règles d'exceptions susceptibles d'être instaurées par la présente décision, en proposant que cette interdiction ne s'applique pas aux systèmes automatisés d'appels et d'envois de messages :

- qui, au regard des caractéristiques du flux d'appels et de messages, émettent des appels ou messages à l'attention de 5 numéros de téléphones différents ou moins, sur une période de 30 jours ;

- pour lesquels, au regard des caractéristiques du flux de messages, le nombre de messages émis est équivalent (à 20 % près) ou inférieur au nombre de messages reçus, sur une période de 30 jours ;
- pour lesquels, au regard des caractéristiques du flux d'appels, le nombre d'appels émis est inférieur ou égal à 20 % du nombre d'appels reçus, sur une période de 30 jours.

La première dérogation correspond aux systèmes utilisés pour les terminaux de paiement électroniques ou pour la télésurveillance. Les deux autres dérogations ont pour objectif de favoriser le développement d'usages innovants faisant appel à l'intelligence artificielle (*chatbots*, *voicebots* ou assistants personnels) dès lors qu'ils sont mis en œuvre pour répondre à des sollicitations des utilisateurs.

Enfin, l'Autorité précise que l'assistance d'une machine à la composition de numéros de téléphone, utilisée notamment en centre d'appels, peut ne pas être considérée comme relevant d'un système automatisé d'appels et d'envois de messages, si ladite assistance n'émet les appels qu'individuellement, sans parallélisation possible et sur la commande explicite d'un humain pour chaque appel.

Question 32. Que pensez-vous de la définition des exceptions au principe d'interdiction des systèmes automatisés relatives aux caractéristiques du trafic et des précisions proposées ?

La formulation « le nombre de messages émis est équivalent (à 20 % près) ou inférieur au nombre de messages reçus » est ambiguë. Le terme « équivalent à 20% près » laisse penser que le nombre de messages émis doit être compris entre deux bornes : 80% des messages reçus et 120% des messages reçus ; tandis que la mention « ou inférieur » laisse entendre qu'il n'y a pas de borne inférieure. Quelle est la bonne interprétation ?

De même, la formulation « le nombre d'appels émis est inférieur ou égal à 20 % du nombre d'appels reçus » est inadéquate. En effet, elle laisse penser qu'il faut que le nombre d'appels émis soit au moins 5 fois moindre que le nombre d'appels reçus alors que le régulateur a probablement voulu un système de borne minimum et maximum similaire à celui décrit ci-dessus pour les messages.

7.2 Numéros à fonctionnalité banalisée

Les services permettant de connaître le suivi de sa consommation et d'accéder à sa messagerie sont proposés par la quasi-intégralité des opérateurs à travers un numéro court à trois chiffres qui est propre à chaque opérateur, ce qui peut induire des difficultés pour certains utilisateurs lorsqu'ils changent d'opérateur.

En complément, il a été constaté que des opérateurs profitaient de cette coexistence de multiples numéros pour proposer des services à valeur ajoutée avec une tarification de détail plus élevée sur le même numéro court à trois chiffres que celui utilisé par leurs concurrents pour les services mentionnés au paragraphe précédent.

Ainsi, afin de simplifier l'accès aux deux services mentionnés au premier paragraphe et dans un objectif de protection du consommateur prévu à l'article L. 32-1 du CPCE, l'Autorité considère qu'il est nécessaire de définir deux nouveaux numéros courts à fonctionnalité banalisée permettant ces usages, aux côtés des numéros à trois chiffres propres à chaque opérateur.

À cet effet, l'Arcep propose d'utiliser le numéro 3174 pour l'accès au suivi de la consommation et le numéro 3175 pour l'accès à la messagerie.

Question 33. Que pensez-vous de la création des deux numéros à fonctionnalité banalisée pour le suivi de la consommation et la consultation de messagerie ?

7.3 Dispositions applicables aux SVA

L'Autorité rappelle en préambule que les dispositions de l'ensemble de ses décisions concernant les SVA n'exonèrent pas les opérateurs et les éditeurs de tels services du respect des dispositions

spécifiques afférentes prévues par d'autres textes législatifs ou réglementaires, telles que, par exemple, les dispositions :

- du code de la consommation ;
- du code monétaire et financier ;
- de l'arrêté du 10 juin 2009 relatif à l'information sur les prix des appels téléphoniques aux services à valeur ajoutée ;
- de l'arrêté du 5 juillet 2016 relatif à la définition des tranches de numéros qui ne peuvent être utilisées comme identifiant d'appel par un professionnel dans le cadre d'un démarchage téléphonique ;
- de l'article 28 de la loi n° 2018-727 du 10 août 2018 pour un État au service d'une société de confiance.

Conformément aux objectifs de protection des consommateurs prévus à l'article L. 32-1 du CPCE, l'Arcep rappelle aux opérateurs SVA, d'une part, l'obligation de ne pas fournir à des administrations, à l'exception des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, des numéros surtaxés pour leurs relations avec le public et, en ce sens, estime nécessaire d'ajouter l'engagement du respect de cette obligation aux conditions d'éligibilité à l'attribution des numéros spéciaux vocaux à tarification majorée commençant par 089, les numéros courts à tarification banalisée ou majorée 3BPQ (hors 30PQ et 31PQ) et les numéros courts de service de renseignements téléphoniques 118 XYZ. Pour les mêmes motifs, elle rappelle aux opérateurs SVA, d'autre part, l'interdiction d'utiliser comme identifiant d'appelant ces mêmes numéros et, en ce sens, estime nécessaire d'ajouter le respect de cette interdiction aux conditions spécifiques applicables à ces numéros.

7.3.1 Précisions sur les conséquences de la sortie d'un pays de l'Espace économique européen ou l'Association européenne de libre-échange

La partie 2.4.2b) de l'annexe 1 de la décision n° 2018-0881 susvisée dispose, pour les numéros spéciaux et les numéros courts, que « *sauf s'il en est prévu autrement par des dispositions spécifiques, un numéro spécial ou court ne peut être affecté par un opérateur qu'à un éditeur établi au sein de l'Espace Économique Européen ou d'un pays membre de l'Association Européenne de Libre Échange* ».

L'Autorité a pu constater, à la suite des échanges qu'elle a menés avec les différents opérateurs, qu'une clarification de cette disposition était nécessaire pour le cas particulier où un pays décide de quitter l'Espace économique européen ou l'Association européenne de libre-échange.

Ainsi, l'Autorité précise que, lorsqu'un pays décide de ne plus rester membre de l'Espace économique européen ou de l'Association européenne de libre-échange, les éditeurs établis dans ce pays ne peuvent plus être affectataires de numéros spéciaux ou de numéros courts. Afin de laisser à ces éditeurs la possibilité de trouver une solution alternative, et afin de permettre de manière temporaire la continuité des services, l'Arcep estime raisonnable cependant de laisser une période de trois mois à compter de la date de sortie effective du pays pour la mise en œuvre de cette disposition. Pour le cas particulier du Royaume-Uni, dont la sortie est effective depuis le 31 janvier 2020, cette disposition s'appliquera dans un délai de trois mois à compter de l'entrée en vigueur de la présente décision.

Question 34. Que pensez-vous des précisions apportées aux conditions de territorialité applicables aux numéros spéciaux et courts ?

7.3.2 Inscription à l'annuaire inversé des SVA

Afin de mettre en œuvre opérationnellement les dispositions prévues par la décision de l'Autorité n° 2012-0856 modifiant l'organisation des tranches de numéros commençant par 08 et des numéros courts, les opérateurs ont mis en place, sous l'égide de l'APNF, un référentiel partagé appelé RSVA rassemblant toutes les données nécessaires à la production et à la facturation des services à valeur ajoutée. Ce référentiel unique contient toutes les données d'identification de l'éditeur de service de chaque numéro ainsi que le tarif associé.

Par ailleurs, l'article L. 224-43 du code de la consommation est venu préciser les travaux de mise en place de ce référentiel menés par les opérateurs en disposant que « *l'opérateur de communications électroniques, au sens du 6° de l'article L. 32 du code des postes et des communications électroniques, exploitant un numéro à valeur ajoutée, son abonné auquel ce numéro est affecté et, s'il est différent, le fournisseur du produit ou du service à valeur ajoutée mettent gratuitement à la disposition des consommateurs un outil accessible en ligne permettant d'identifier, à partir du numéro d'appel ou de message textuel, le nom du produit ou du service accessible à ce numéro d'appel ou de message textuel, la description sommaire du produit ou du service, le nom du fournisseur, son site internet, s'il existe, l'adresse du fournisseur ainsi que l'adresse ou le numéro de téléphone auxquels le consommateur peut adresser ses réclamations.*

Cet outil permet aux consommateurs d'obtenir les informations prévues au premier alinéa pendant une période qui ne peut être inférieure à douze mois à compter de la date d'achat du produit ou du service. Il est mis à la disposition des consommateurs sous la forme d'un accès unique dédié aux numéros d'appel et d'un accès unique dédié aux numéros de messages textuels ».

L'Autorité a constaté cependant en 2020 que certains opérateurs du marché des services à valeur ajoutée n'utilisent pas encore ce référentiel, alors même qu'il apporte une plus-value certaine pour les utilisateurs finals et les opérateurs en ce qu'il leur permet de connaître les tarifs d'un numéro majoré.

Conformément aux objectifs de protection des consommateurs prévus à l'article L. 32-1 du CPCE, l'Arcep estime ainsi raisonnable de rappeler aux opérateurs SVA l'obligation de déclarer dans le référentiel dit « RSVA » l'ensemble de leurs numéros de services à valeur ajoutée et, en ce sens, d'ajouter l'engagement du respect de cette obligation aux conditions d'éligibilité à l'attribution de tels numéros.

Décide :

Article 1. L'annexe 1 à la décision n° 2018-0881 susvisée est modifiée conformément à l'annexe 1 de la présente décision.

Article 2. L'annexe 2 à la décision n° 2018-0881 susvisée est modifiée conformément à l'annexe 2 de la présente décision.

Article 3. Sous réserve des dispositions transitoires prévues aux articles 4 à 9, la présente décision entre en vigueur le XX XXXX 2022.

Article 4. Les dispositions prévues au 2.3.4 c) de l'annexe 1 à la présente décision relatives à l'interdiction d'utiliser des numéros mobiles pour la fourniture de services d'accès à l'internet et à l'interdiction d'utiliser des numéros mobiles pour des services de communication « machine à machine » dans les territoires ultramarins, à l'exception de Saint-Pierre-et-Miquelon, entrent en vigueur le 1^{er} juillet 2022.

Article 5. Les dispositions prévues au 2.4.2 b) de l'annexe 1 à la présente décision relatives aux conditions de territorialité applicables aux éditeurs établis au Royaume-Uni entreront en vigueur trois mois après l'entrée en vigueur de la présente décision.

Article 6. Les dispositions prévues au 2.4.6 b) de l'annexe 1 à la présente décision relatives à l'allocation des numéros spéciaux de services de données entrent en vigueur le 1^{er} juillet 2023.

Article 7. Les dispositions prévues au 2.5.5 b) et au 2.5.5 c) de l'annexe 1 à la présente décision relatives à l'allocation des préfixes de routage des numéros géographiques et polyvalents entrent en vigueur le 1^{er} août 2023.

Article 8. Les dispositions prévues au 2.5.6 b) et 2.5.6 c) de l'annexe 1 à la présente décision relatives à l'allocation des préfixes de routage des numéros mobiles entrent en vigueur le 1^{er} août 2023.

Article 9. La directrice générale de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Journal Officiel* de la République française et sur le site internet de l'Autorité.

Fait à Paris, le XX XXXX 2022,

La Présidente

Laure de LA RAUDIÈRE

Table des matières

1	Cadre réglementaire	4
2	Contexte et objectifs.....	6
3	Précisions terminologiques.....	7
4	Encourager l'innovation.....	7
4.1	Précision sur les conditions d'utilisation des ressources en numéros mobiles.....	7
4.1.1	Utilisation interpersonnelle et fourniture de services minimaux	7
4.1.2	Conditions d'utilisation des numéros mobiles « à titre secondaire »	9
4.2	Création d'une catégorie de numéros polyvalents utilisables pour les échanges avec une plateforme technique	10
4.3	Précisions sur les numéros de longueur étendue	11
4.3.1	Utilisation des numéros mobiles de longueur étendue pour la fourniture exclusive d'un service d'accès à internet depuis un accès mobile	11
4.3.2	Fin de la dérogation pour les numéros M2M à 10 chiffres en outremer	11
4.3.3	Utilisation pour la « <i>fourniture de services innovants</i> » et création de numéros polyvalents de longueur étendue	12
4.4	Précisions sur les conditions d'utilisation des numéros courts de renseignements téléphoniques.....	13
4.4.1	Revue de la liste des services pouvant être offerts par des services de renseignements téléphoniques.....	14
4.4.2	Modalités de la mise en relation réalisée par des services de renseignements téléphoniques.....	14
4.4.3	Clarification sur la fourniture de renseignements téléphoniques sur les numéros SVA	15
4.5	Utilisation des services de messageries sur les numéros courts.....	15
4.6	Précisions sur les codes MCC-MNC.....	16
4.6.1	Conditions d'attribution des codes MCC-MNC d'opérateur mobile	16
4.3.2	Création d'une catégorie de codes MCC-MNC « Maintenance et sécurité des réseaux mobiles »16	
5	Prévenir les pénuries et améliorer la gestion de la rareté.....	17
5.1	Réduction de la granularité des tranches	17
5.2	Diminution de la période maximale de gel	18
5.3	Définition d'une durée minimale d'affectation des numéros.....	18
5.4	Préfixes RIO pour numéros spéciaux	19
5.5	Définition de nouveaux préfixes de routage.....	19
5.5.1	Allocation de nouveaux préfixes de routage de numéros mobiles en métropole	20
5.5.2	Précision sur les préfixes de routage pour les numéros de longueur étendue.....	20

Territorialisation des préfixes de routage des numéros mobiles en outremer et des préfixes de routage des numéros géographiques et polyvalents	21
5.6 Création de codes MSRN en outremer	22
5.7 Allocation de ressources mobiles à Saint-Pierre-et-Miquelon.....	22
5.8 Suppression de la catégorie des numéros spéciaux de services de données	23
6 Simplifier, clarifier et améliorer les processus	24
6.1 Suppression de la déclaration préalable d'activité de fourniture de services de communications électroniques	24
6.2 Clarification des règles d'attribution	24
6.3 Clarification des conditions de transfert de ressources.....	24
6.4 Rappel de l'usage de la langue française pour les échanges avec l'Autorité	25
6.5 Restitution de ressources auprès de l'Autorité	25
6.6 Fourniture d'un contact en charge des données pour les services de renseignements	26
6.7 Respect des conditions d'éligibilité.....	26
7 Renforcer la protection contre les fraudes et les abus.....	27
7.1 Encadrement des conditions d'utilisation des ressources par les systèmes automatisés d'appel et d'envois de messages et évolution des catégories de numéros authentifiés.....	27
7.1.1 Définition des conditions d'utilisation des systèmes automatisés d'appels et d'envoi de messages avec les numéros territorialisés.....	27
7.1.2 Suppression de la catégorie des numéros mobiles authentifiés.....	28
7.1.3 Règles d'exception à l'interdiction d'utilisation des systèmes automatisés relatives aux caractéristiques du trafic	28
7.2 Numéros à fonctionnalité banalisée	29
7.3 Dispositions applicables aux SVA	29
7.3.1 Précisions sur les conséquences de la sortie d'un pays de l'Espace économique européen ou l'Association européenne de libre-échange.....	30
7.3.2 Inscription à l'annuaire inversé des SVA.....	31
5.5.3	